

Plan de travail annuel 2014

Projet: **Appui à l'accès au droit et à la justice**
Pays : TOGO

Résultat(s) de l'UNDAF : A l'horizon 2018, les capacités des institutions et acteurs l'échelle nationale et locale sont améliorées pour la réduction de inégalités, la modernisation de l'Etat, la consolidation de la paix, de la démocratie et la promotion des droits de l'homme

Produit(s) attendu(s) du CP : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes.
(Liés à l'intervention et extraits du CPAP)

Partenaire de réalisation : Ministère de la Justice et des relations avec les Institutions de la République

Autres partenaires : Centre de formation des professions de justice

Texte explicatif

Le présent projet a pour objectif de contribuer à promouvoir l'accès au droit et à la justice des citoyens, en particulier des couches défavorisées, en vue du respect des droits fondamentaux des plus vulnérables, à travers la mise en œuvre d'un système d'aide juridique et judiciaire favorisant les groupes vulnérables et les plus démunis.

Plus spécifiquement, il vise à : (1) Opérationnaliser l'aide judiciaire via la mise en place de son cadre juridique et institutionnel, et la vulgarisation de la loi sur l'aide judiciaire de mai 2013; (2) Promouvoir l'accès à l'information juridique et judiciaire à travers la diffusion du guide du justiciable, les bureaux d'accueil et d'orientation du justiciable dans les juridictions et les clubs juridiques dans les prisons; (3) Fournir une assistance juridique et judiciaire aux personnes vulnérables, en particulier aux femmes et aux jeunes grâce à la tenue d'audiences extraordinaires dans les juridictions; (4) Renforcer la protection judiciaire des personnes vulnérables au VIH-Sida à travers la formation des professionnels de justice; (5) Renforcer les capacités de contrôle de la gestion et de la performance des juridictions par le soutien à l'Inspection des services judiciaires et pénitentiaires.

Les objectifs du projet sont appropriés pour accompagner les efforts du gouvernement en matière de promotion de l'Etat de droit, et dans un contexte marqué par l'inefficacité de l'appareil judiciaire et les faibles capacités de l'Etat à répondre aux besoins de protection ressentis par la population.

Le projet sera mis en œuvre selon la modalité d'exécution nationale (NEX) par le ministère de la Justice et des relations avec les Institutions de la République, en partenariat avec les organisations de la société civile oeuvrant dans le secteur judiciaire.

Période couverte par le Programme : 2014 - 2018
Composante du Programme : Gouvernance démocratique
Titre de l'intervention : Appui à l'accès au droit et à la justice
Code budgétaire : _____
Durée du Projet: 5 ans

Budget estimatif sur une base de 12 mois: **385 104 USD**
Ressources allouées:
 Gouvernement 35 000 USD
 Budget ordinaire 350 000 USD
 Autres sources
o Donateur _____
o Donateur _____
o Donateur _____
Partie du budget non financée: _____

Approuvé (Partenaire de réalisation) : 
Koffi ESAW
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des relations avec les institutions de la République

Approuvé (PNUD) : 
Khardiata LO N'DIAYE
Représentante Résidente du PNUD

03 MAR 2014

Plan de travail annuel 2014

PRODUITS ESCOMPTEES	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPONSABLES	BUDGET PREVU		
		T1	T2	T3	T4		Source de Financement	Code Budgétaire et Description	Montant \$ US
Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés									
Produit : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes	1. L'aide juridictionnelle est opérationnelle Vulgariser la loi sur l'aide juridictionnelle (traduction en français facile et dans les langues d'alphabétisation et diffusion en partenariat avec les OSC) Elaborer les décrets d'application de la loi sur l'aide juridictionnelle (voyage d'étude dans un pays de la sous-région ; ateliers de validation) Mettre en place le Conseil national d'aide juridictionnelle					MJRI	TRAC	71300-Consultants nationaux 71600-Frais de mission 75700-Ateliers	80 000 60 000 10 000 10 000 PMI
Indicateur(s) : Nombre de femmes et d'hommes vulnérables ayant bénéficié d'aide juridictionnelle									
Données de base : Base:187 détenus en 2012									
Cible Annuelle : 200 dont au moins 30% de femmes									
	2. L'information et des services d'assistance juridique et judiciaire sont offerts aux personnes vulnérables dans les tribunaux et prisons Organiser des audiences extraordinaires dans 03 juridictions (assistance judiciaire) Appuyer le suivi et la réinsertion des détenus libérés en partenariat avec les OSC Implanter des bureaux d'accueil et d'orientation du justiciable dans les tribunaux d'Aného et d'Atakpamé (construction, formation, organisation judiciaire, équipements/fournitures) Traduire et diffuser le guide du justiciable en français facile Renforcer les capacités des clubs juridiques dans 02 prisons Mettre en place des clubs juridiques dans 04 prisons (formation, fournitures)					MJRI	TRAC	75700-Ateliers 72200-Équipements 71300-Consultants nationaux 75700-Ateliers 72200-Équipements	144 000 35 000 70 000 15 000 35 000 9 000 30 000 5 000 15 000
	3. La protection des personnes vulnérables en matière de VIH-Sida est renforcée dans les tribunaux et les prisons Former le noyau anti-sida du ministère et les magistrats des tribunaux sur le rôle du droit et de la justice dans la réponse nationale au VIH Mettre en place 06 clubs de pairs éducateurs sur l'infection aux IST-VIH/SIDA et l'usage des drogues en milieu carcéral					MJRI	TRAC	75700-Ateliers 72200-Équipements	15 000 30 000
	4. Les capacités d'administration et de contrôle des juridictions sont renforcées Assurer la publication des décisions de la Cour suprême Organiser des sessions de mise à niveau des greffiers, secrétaires, régisseurs, surveillants, etc. Appuyer l'organisation de tournées inopinées de l'Inspection générale des services judiciaires et pénitentiaires Assurer les charges courantes de fonctionnement des volontaires (crédits tél. /fournitures diverses)					Cour Suprême	TRAC	75700-Ateliers 75700-Ateliers	8 000 15 000
	5. La gestion, le suivi-évaluation et la visibilité du projet sont assurés Appuyer le suivi du projet (comités de pilotage/techniques; mission conjointe de suivi sur le terrain, etc.) Finaliser l'évaluation de la phase pilote					PNUI	TRAC	71600-Frais de mission 72200-Fournitures 74200-Frais de communication	15 000 5 000
	Total Activités sur TRAC						TRAC		15 200
	COMMUNICATION, SUIVI EVALUATION , GESTION OPERATIONNELLE					PNUI/MJ	TRAC	75700-Réunions 71600-Frais de mission 71200-Consultants internationaux 74200-Audio-Visuel 74100-Frais de gestion	2 000 13 200 327 200 22 904
	TOTAL TRAC								350 104
	TOTAL BUDGET DE L'ETAT								35 000
	TOTAL GENERAL								385 104

Rue

Outil de suivi du Plan de travail annuel (AWP)

Composante du CP
Partenaire de réalisation

Gouvernance démocratique
Ministère de la Justice et des relations avec les institutions de la République

Année : 2014

PRODUITS DU CP ATTENDUS ET INDICATEURS, Y COMPRIS LES OBJECTIFS ANNUELS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de suivi et évaluation, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	DÉPENSES <i>Dresser la liste des dépenses effectives pour chacune des activités achevées</i>	RÉSULTATS DES ACTIVITÉS <i>Pour chaque activité, énoncer ses résultats</i>	PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES PRODUITS DU CP <i>En utilisant les données relatives aux cibles annuelles de chaque indicateur, énoncer le progrès effectué vers la réalisation des produits du CP. S'il y a lieu, faire des observations concernant les facteurs qui ont facilité et/ou contrarié l'obtention des résultats, à savoir notamment sur les points suivants : - Les risques et hypothèses identifiés dans le S&E du CP se sont-ils matérialisés ou de nouveaux risques ont-ils surgi? - Des facteurs internes, tels que le choix du moment où sont apparus les produits et activités, la qualité des produits et services, la coordination et/ou d'autres problèmes de gestion</i>
PRODUIT : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes <i>Indicateur: Nombre de femmes et d'hommes vulnérables ayant bénéficié d'aide juridictionnelle</i> <i>Données de base: 187 détenus en 2012</i> <i>Cible 2014 : 200 dont au moins 30% de femmes</i>	Vulgariser la loi sur l'aide juridictionnelle (traduction en français facile et dans les langues d'alphabétisation et diffusion en partenariat avec les OSC) Elaborer les décrets d'application de la loi sur l'aide juridictionnelle (voyage d'étude dans un pays de la sous-région : ateliers de validation) Mettre en place le Conseil national d'aide juridictionnelle Organiser des audiences extraordinaires dans 03 juridictions (assistance judiciaire) Appuyer le suivi et la réinsertion des détenus libérés en partenariat avec les OSC Implanter des bureaux d'accueil et d'orientation du justiciable dans les tribunaux d'Aného et d'Atakpamé (équipements/fournitures) Traduire et diffuser le guide du justiciable en français facile Renforcer les capacités des clubs juridiques dans 02 prisons			

Handwritten signature

Mettre en place de clubs juridiques dans 04 prisons (formation, fournitures)			
Former le noyau anti-sida du ministère et les magistrats des tribunaux sur le rôle du droit et de la justice dans la réponse nationale au VIH			
Mettre en place 06 clubs de pairs éducateurs sur l'infection aux IST-VIH/SIDA et l'usage des drogues en milieu carcéral			
Assurer la publication des décisions de la Cour suprême			
Organiser des sessions de mise à niveau des greffiers, secrétaires, régisseurs, surveillants, etc.			
Appuyer l'organisation de tournées inopinées de l'inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires			
Assurer les charges courantes de fonctionnement des volontaires. (crédits tél./fournitures diverses)			
Tenir les comités de pilotage/techniques			
Finaliser l'évaluation de la phase pilote			
Appuyer le suivi du projet (mission conjointe de suivi sur le terrain, etc.)			
Assurer la visibilité du projet (documentaire)			
Recouvrer les frais de gestion			

flor